

CAHIER DES CONDITIONS DE VENTE

CLAUSES ET CONDITIONS auxquelles seront adjugées à l'audience des Saisies Immobilières du Juge de l'Exécution Tribunal Judiciaire de PARIS siégeant **Parvis du Tribunal de PARIS 75859 PARIS CEDEX 17** au plus offrant et dernier enchérisseur.

SUR SAISIE IMMOBILIERE

EN UN LOT :

Dans un immeuble sis à PARIS 15^{ème} - Résidence Côté Seine - 14 Rue du Théâtre - Tour H8 de l'îlot Andromède, secteur Beaugrenelle :

- niveau 25 : 1^{ère} porte à gauche : un STUDIO.

Aux requêtes, poursuites et diligences de

BNP PARIBAS, Société Anonyme au capital de 2 468 663 292 € ayant son Siège Social à PARIS 9^{ème}, 16 BOULEVARD DES ITALIENS,
RCS PARIS 662 042 449, représentée par son Directeur Général, domicilié en cette qualité audit siège.

Ayant pour Avocat la SELARL PUGET LEOPOLD COUTURIER
par le Ministère de Maître Béatrice LEOPOLD-COUTURIER,
Avocat postulant au Barreau de PARIS, demeurant à PARIS (75009)
24 rue Godot de Mauroy Tél : 01 47 66 59 89 R029

Laquelle est constituée à l'effet d'occuper sur les présentes poursuites de Saisie Immobilière et leurs suites.

ENONCIATIONS PRELIMINAIRES

EN VERTU

de la copie dûment en forme exécutoire d'un acte reçu par Maître FREMEAUX, Notaire associé à PARIS en date du 10 Octobre 2006 contenant vente et prêt par BNP PARIBAS d'un montant de 183 000 € à M.

Le poursuivant sus dénommé et domicilié, a, suivant acte de Maître LARANJO, Huissier de Justice associé à NOGENT SUR MARNE (94), en date du 03 NOVEMBRE 2023 fait signifier commandement valant saisie immobilière, à :

D'avoir immédiatement à payer au requérant à l'acte, entre les mains de l'Huissier de Justice, ayant charge de recevoir, ou encore entre les mains de l'Avocat constitué, sus dénommé et domicilié

La somme totale de 125 529.72 € au 16/10/2023
se décomposant en

-Principal au 16/10/2023 (compte tenu de versements depuis la date de la dernière échéance réglée du 16/02/2012)	121 652.18 €
-Solde d'Intérêts au taux de 4.20 % l'an au 16/10/2023	3 877.54 €
-Outre intérêts au taux de 4.20% l'an depuis le 17/10/2023 jusqu'au paiement définitif	MEMOIRE

Due en vertu de l'acte notarié reçu par Me FREMEAUX en date du 10/10/2006

Sous réserves et sans préjudice de tous autres dus, notamment des intérêts échus depuis la date de l'arrêté de compte notifié au commandement valant saisie au jour du paiement effectif, ainsi que du principal, droits, frais de mise à exécution.

Ledit commandement contenant en outre toutes les énonciations prescrites par l'article R 321-3 du Code des Procédures Civiles d'Exécution.

La partie saisie n'ayant pas satisfait audit commandement, celui-ci a été publié au SPF de PARIS 2 le 11/12/2023 B214P02 volume 2023 S n° 129.

L'assignation à comparaître au débiteur a été délivrée pour l'audience d'orientation du **JEUDI 13 JUNE 2024 à 10 H 00** **du Juge de l'Exécution du Tribunal Judiciaire de PARIS Parvis du Tribunal de Paris 75859 PARIS CEDEX 17**

* * * *

DESIGNATION

Telle qu'elle résulte des énonciations du commandement valant saisie immobilière et sus énoncé, et du procès-verbal de description de Me LARANJO, Huissier de Justice associé à PARIS du 22/12/2023 :

Dans un ensemble immobilier sis à PARIS 15^{ème} (75015)
Résidence Côté Seine - 14 Rue du Théâtre
Tour H8 de l'îlot Andromède - secteur Beaugrenelle,
Cadastré DT n° 25 pour 03 a 88 ca
et les volumes 34212 – 35007 – 32268 – 33202 – 34213 – 34214 – 35008 –
35009 – 36011 de l'ensemble immobilier anciennement cadastré DT 22 et 23
Etant précisé que s'ajoutent les droits attachés à un bail amphithéotique
portant sur le lot 36011 de l'ensemble immobilier édifié sur la parcelle DT
n^{os} 22 et 23 consenti de manière à aménager un jardin d'agrément en accès
libre aux occupants de la Tour H8, aux termes d'un acte de Me PONE
Huissier à PARIS le 20/04/2005 publié au 7^{ème} bureau de PARIS, publié le
25/05/2005 volume 2005 P n° 3610.

LE LOT numéro MILLE TROIS CENT TRENTE CINQ

(1 335) : de l'état descriptif de division à savoir : -----
Bâtiment unique au niveau 25 : **1^{ère} porte à gauche en sortant des ascenseurs Nord** : un STUDIO de type ST B-S désigné sur le plan de répartition sous le n° A 2508, comprenant : entrée, pièce principale, coin cuisine, salle de bains/W.C..
Et les 207/100 000^{èmes} des parties communes générales.

Ainsi au surplus que lesdits biens et droits immobiliers existent, s'étendent, se poursuivent, et comportent, avec toutes leurs aisances, dépendances et circonstances, droits de propriété, de mitoyenneté et autres pouvant y être attachés, sans aucune exception ni réserve.

OBSERVATIONS

A- ETAT DESCRIPTIF VOLUMETRIQUE

Etat Descriptif de Division Volumétrique primaire et modificatifs pour ce qui concerne les biens dépendant de l'Ensemble Immobilier sis à PARIS (15^{ème}) 12 à 22 rue du Théâtre, 42 et 46 à 54 rue Emeriau, 11 à 21 rue Gaston de Caillavet et 9 à 19 rue Robert de Fiers cadastré section DT n° 22 pour 29 ares et 54 centiares, et section DT n° 23 pour 69 a et 76 ca, est intervenu selon acte reçu par Maître Yves MAHOT de la QUERANTONNAIS, Notaire à PARIS, en date du 26 novembre 1975, publié au 7^{ème} bureau des hypothèques de Paris, le 2 décembre 1975 volume 2460 n° 13.

Etant ici précisé que cet acte du 26 novembre 1975 a été modifié par les actes suivants :

- un premier état descriptif modificatif (bâtiment T32) reçu par Maître Jacques LIEVRE le 19 janvier 1977, publié au 7^{ème} bureau des hypothèques de Paris, le 14 mars 1977 volume 3047 n° 10,
- un second état descriptif modificatif (bâtiment S37 et piscine) reçu par Maître Jacques LIEVRE le 20 septembre 1978, publié au 7^{ème} bureau des hypothèques de PARIS, le 5 décembre 1978 volume 3791 n° 11,
- un troisième état descriptif modificatif (bâtiment T3 3 et T34) reçu par Maître Jacques LIEVRE le 25 novembre 1980, publié au 7^{ème} bureau des hypothèques de PARIS, le 22 décembre 1980 volume 4657 n° 8,
- un quatrième état descriptif modificatif reçu par Maître Jacques LIEVRE le 8 mars 1985, publié au 7^{ème} bureau des hypothèques de PARIS, le 30 avril 1985 volume 6233 n° 18,
- un cinquième état descriptif modificatif de division volumétrique du 20 avril 2005, reçu par Maître Jacques LIEVRE, dont une copie authentique est en cours de publication au 7^{ème} bureau des hypothèques de PARIS le 24 mai 2005 volume 2005 P n° 3600.

B- REGLEMENT DE COPROPRIETE

Etat Descriptif de Division - Règlement de Copropriété de l'Immeuble est intervenu aux termes d'un acte reçu par l'Office Notarial dénommé "Nicolas THIBIERGE, André PÔNE, Eliane FREMEAUX, Henri PALUD, Hervé SARAZIN, Jean-François SAGAUT et Jean-Christophe CHAPUT", Notaires à PARIS 8^{ème}, 9 rue d'Astorg, le 20 mai 2005, publié au 7^{ème} bureau des hypothèques de PARIS le 17/06/2005 volume 2005 P n° 4312.

Un cahier des charges de vente a été dressé par Me PONE Notaire à PARIS le 20/05/2005, publié au 7^{ème} Bureau des Hypothèques de PARIS le 17/06/2005 volume 2005 P n° 4309.

Ces actes devront être observés par l'adjudicataire qui devront au surplus se conformer à la loi du 10 JUILLET 1965 portant statut de la copropriété des immeubles divisés par appartements.

La loi N° 65-557 de 10 JUILLET 1965 (Article 48) a abrogé le chapitre II de la loi du 28 JUNE 1938 intitulé "Dispositions régissant les copropriétaires d'immeubles". Elle constitue aujourd'hui la charte de la copropriété et doit s'appliquer immédiatement. Aux termes de l'Article 43 de ladite Loi, toutes les clauses du Règlement de Copropriété contraires aux dispositions des Articles 6 à 17, 19 à 37 et 42 sont réputées non écrites.

Un exemplaire de ces actes sera remis à l'adjudicataire par l'Avocat poursuivant.

ORIGINE DE PROPRIETE

L'Origine de propriété est extraite de l'acte reçu par Maître Eliane FREMEAUX, Notaire associé à PARIS le 10/10/2006,

En la personne de M. _____, partie saisie.

Les biens et droits immobiliers présentement mis en vente, appartiennent à Monsieur _____, pour les avoir acquis en l'état futur de rénovation sous condition résolutoire, de :

- la Société dénommée « **PARIS COTE SEINE DEVELOPPEMENT SAS** », Société par Actions Simplifiée dont le siège social est à PARIS 19^{ème} l'Artois Espace Pont de Flandre – 11 rue de Cambrai, identifiée au SIREN sous le n° 442468047 – RCS PARIS

Selon acte reçu par Maître FREMEAUX, Notaire susnommé le 10/10/2006, publié au 7^{ème} bureau de Paris le 30 octobre 2006 volume 2006 P n° 8169

Etant précisé : que par actes des :

● 03/06/2006 publié le 26/07/2006 volume 2006 P n° 5909
a été constaté la non réalisation de la condition résolutoire.

Moyennant le prix principal ferme et définitif de 273 924 € T.T.C., s'appliquant à concurrence de :

- 261 924 € à l'appartement
- 12 000 € pour le mobilier.

Dont le paiement est relaté ci-après :

- Exigibilité du prix

Sur le prix, 80%, soit la somme de CENT QUATRE-VINGT TROIS MILLE DEUX CENT VINGT SIX EUROS ET SOIXANTE QUINZE CENTIMES (183.226,75 EUR) est exigible ce jour.

- Paiement de la partie du prix exigible comptant

Ainsi qu'il est dit ci-dessus, la partie exigible du prix s'élève à CENT-QUATRE-VINGT TROIS MILLE DEUX CENT VINGT SIX EUROS ET SOIXANTE QUINZE CENTIMES (183.226,75 EUR)

Sur laquelle somme, L'ACQUEREUR a, à l'instant même payée au VENDEUR, qui le reconnaît :

- celle de QUARANTE ET UN MILLE QUATRE-CENT CINQUANTE DEUX EUROS ET NEUF CENTIMES (41.452,09 EUR) par la comptabilité de l'Office Notarial sus-dénommé
ci. 41.452,09

- et celle de QUATRE MILLE CINQ CENT QUATRE-VINGT EUROS ET SOIXANTE SIX CENTIMES (4.580,66 EUR) au moyen d'un ordre de virement adressé à CALYON représentant même somme actuellement déposée sur un compte bloqué à ladite banque au nom de L'ACQUEREUR,
ci. 4.580,66

- et celle de CENT TRENTE SEPT MILLE CENT QUATRE-VINGT QUATORZE EUROS (137.194,00 EUR) par la comptabilité de l'Office Notarial dénommé en tête des présentes, au moyen des fonds provenant de partie du prêt que vient de lui consentir LE PRETEUR, aux termes des présentes,
ci. 137.194,00

Soit ensemble la somme de CENT QUATRE-VINGT TROIS MILLE DEUX CENT VINGT SIX EUROS ET SOIXANTE QUINZE CENTIMES (183.226,75 EUR)

Ci

183.226,75

Ainsi que le représentant du VENDEUR le reconnaît et en donne quittance d'autant.

DONT QUITTANCE D'AUTANT

Etant ici précisé que la partie du prix de vente ci-dessus quittancée comprend notamment la totalité du prix de vente du mobilier.

DECLARATION D'ORIGINE DES DENIERS

Pour se conformer à l'engagement pris par L'ACQUEREUR envers le PRETEUR, il déclare que la somme ci-dessus quittancée lui provient :

- à concurrence de QUARANTE SIX MILLE TRENTE DEUX EUROS ET SOIXANTE QUINZE CENTIMES (46.032,75 EUR) de ses deniers personnels,
- et à concurrence de CENT TRENTE SEPT MILLE CENT QUATRE-VINGT QUATORZE EUROS (137.194,00 EUR) au moyen de fonds provenant d'un prêt d'une somme globale de 183 000 €, consenti par la Société BNP PARIBAS, créancière poursuivant la présente vente, destiné à hauteur de 137 194 € à la présente acquisition.

- Partie exigible à terme

Le surplus du prix, soit la somme de QUATRE-VINGT DIX MILLE SIX CENT QUATRE-VINGT DIX SEPT EUROS ET VINGT CINQ CENTIMES (90.697,25 EUR) est stipulé payable par fractions échelonnées aux échéances ci-après au fur et à mesure de l'avancement des travaux de rénovation, savoir (les pourcentages ci-après indiqués s'entendent sur le prix Hors Taxe).

- UNE PREMIERE PARTIE est exigible selon l'échelonnement suivant •

- 20 % un mois avant l'achèvement des travaux, la somme de QUARANTE CINQ MILLE HUIT CENT SIX EUROS ET SOIXANTE NEUF CENTIMES (45.806,69 EUR),

Ci45.806,69

Après ces versements, L'ACQUEREUR aura acquitté la somme de QUARANTE CINQ MILLE HUIT CENT SIX EUROS ET SOIXANTE NEUF CENTIMES (45.806,69 EUR).

Pour l'application de l'échelle des versements ci-dessus prévue, l'avancement des travaux sera suffisamment justifié au moyen des attestations du maître d'œuvre chargé des travaux.

- LE COMPLEMENT DU PRIX soit QUARANTE QUATRE MILLE HUIT CENT QUATRE-VINGT DIX EUROS ET CINQUANTE SIX CENTIMES (44.890,56 EUR) formant le solde du prix des biens vendus, L'ACQUEREUR s'en acquittera au moyen des fonds devant lui provenir du remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée grevant la présente vente, ainsi qu'il sera précisé ci-après.

8.3. Obligation de versement de la partie du prix payable comptant

Pour tenir compte des engagements pris par LE VENDEUR auprès de CALYON, le prix de la présente vente passé par la comptabilité de l'Office Notarial dénommé en tête des présentes sera payable directement à CALYON par virement ou chèque bancaire afin d'être porté sur le compte numéro 31489 00010 00221482622 RIB 47 ouvert à CALYON au nom du VENDEUR.

En ce qui concerne l'origine antérieure, L'adjudicataire en fera son affaire personnelle et il est d'ores et déjà autorisé à se procurer à ses frais exclusifs tous actes de propriété antérieure qu'il avisera, toutes autorisations lui étant données par le poursuivant lequel ne pourra en aucun cas être inquiété, ni recherché, à ce sujet.

CAHIER DES CONDITIONS DE VENTE SUR SAISIE IMMOBILIERE

CHAPITRE IER : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 - CADRE JURIDIQUE

Le présent cahier des conditions de vente s'applique à la vente de biens immobiliers régie par les articles du Code des procédures civiles d'exécution relatifs à la saisie immobilière.

ARTICLE 2 - MODALITES DE LA VENTE

La saisie immobilière tend à la vente forcée de l'immeuble du débiteur ou, le cas échéant, du tiers détenteur en vue de la distribution de son prix.

Le saisi peut solliciter à l'audience d'orientation l'autorisation de vendre à l'amiable le bien dont il est propriétaire.

Le juge peut autoriser la vente amiable selon des conditions particulières qu'il fixe et à un montant en deçà duquel l'immeuble ne peut être vendu.

A défaut de pouvoir constater la vente amiable conformément aux conditions qu'il a fixées, le juge ordonne la vente forcée.

ARTICLE 3 - ETAT DE L'IMMEUBLE

L'acquéreur prendra les biens dans l'état où ils se trouvent au jour de la vente, sans pouvoir prétendre à aucune diminution de prix, ni à aucune garantie ou indemnité contre le poursuivant, la partie saisie ou ses créanciers pour dégradations, réparations, défauts d'entretien, vices cachés, vices de construction, vétusté, erreurs dans la désignation, la consistance ou la contenance alors même que la différence excéderait un vingtième, ni à raison des droits de mitoyenneté ou de surcharge des murs séparant lesdits biens des propriétés voisines, alors même que ces droits seraient encore dus et sans garantie de la nature, ni de la solidité du sol ou du sous-sol en raison des carrières et des fouilles qui ont pu être faites sous sa superficie, des excavations qui ont pu se produire, des remblais qui ont pu être faits, des éboulements et glissements de terre.

L'acquéreur devra en faire son affaire personnelle, à ses risques et périls sans aucun recours contre qui que ce soit.

En vertu des dispositions de l'article 1649 du Code Civil, l'acquéreur ne bénéficiera d'aucune garantie des vices cachés.

ARTICLE 4- BAUX, LOCATIONS ET AUTRES CONVENTIONS

L'acquéreur fera son affaire personnelle, pour le temps qui restera à courir, des baux en cours.

Toutefois, les baux consentis par le débiteur après la délivrance du commandement de payer valant saisie sont inopposables au créancier poursuivant comme à l'acquéreur. La preuve de l'antériorité du bail peut être faite par tout moyen.

L'acquéreur sera subrogé aux droits des créanciers pour faire annuler s'il y a lieu les conventions qui auraient pu être conclues en fraude des droits de ceux-ci.

Il tiendra compte, en sus et sans diminution de son prix, aux différents locataires, des loyers qu'ils auraient payés d'avance ou de tous dépôts de garantie versés à la partie saisie et sera subrogé purement et simplement, tant activement que passivement dans les droits, actions et obligations de la partie saisie.

ARTICLE 5 – PREEMPTION SUBSTITUTION ET DROITS ASSIMILES

Les droits de préemption ou assimilés s'imposeront à l'acquéreur conformément à la loi.

Si l'acquéreur est évincé du fait de l'un de ces droits, il n'aura aucun recours contre le poursuivant à raison de l'immobilisation des sommes par lui versées ou à raison du préjudice qui pourrait lui être occasionné.

ARTICLE 6 - ASSURANCES ET ABONNEMENTS DIVERS

L'acquéreur fera son affaire personnelle de tous contrats ou abonnements relatifs à l'immeuble qui auraient pu être souscrits ou qui auraient dû l'être, sans aucun recours contre le poursuivant et l'avocat rédacteur du cahier des conditions de vente.

La responsabilité du poursuivant ne peut en aucun cas être engagée en cas d'absence d'assurance.

L'acquéreur sera tenu de faire assurer l'immeuble dès la vente contre tous les risques, et notamment l'incendie, à une compagnie notoirement solvable et ce pour une somme égale au moins au prix de la vente forcée.

En cas de sinistre avant le paiement intégral du prix, l'indemnité appartiendra de plein droit à la partie saisie ou aux créanciers visés à l'article L. 331-1 du Code des Procédures Civiles d'Exécution à concurrence du solde dû sur ledit prix en principal et intérêts.

En cas de sinistre non garanti du fait de l'acquéreur, celui-ci n'en sera pas moins tenu de payer son prix outre les accessoires, frais et dépens de la vente.

ARTICLE 7 - SERVITUDES

L'acquéreur jouira des servitudes actives et souffrira toutes les servitudes passives, occultes ou apparentes, déclarées ou non, qu'elles résultent des lois ou des règlements en vigueur, de la situation des biens, de contrats, de la prescription et généralement quelles que soient leur origine ou leur nature ainsi que l'effet des clauses dites domaniales, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres, à ses risques, périls, frais et fortune, sans recours contre qui que ce soit.

CHAPITRE II : ENCHERES

ARTICLE 8 - RECEPTION DES ENCHERES

Les enchères ne sont portées, conformément à la loi, que par le ministère d'un avocat postulant près le Tribunal Judiciaire devant lequel la vente est poursuivie.

Pour porter des enchères, l'avocat devra se faire remettre tous éléments relatifs à l'état civil ou à la dénomination de ses clients ainsi que s'enquérir auprès du client et sur déclaration de celui-ci, de sa capacité juridique, de sa situation juridique, et s'il s'agit d'une personne morale, de la réalité de son existence, de l'étendue de son objet social et des pouvoirs de son représentant.

ARTICLE 9 - GARANTIE À FOURNIR PAR L'ACQUEUR

Avant de porter les enchères, l'avocat se fait remettre par son mandant et contre récépissé une caution bancaire irrévocable ou un chèque de banque rédigé à l'ordre du séquestre désigné, représentant 10 % du montant de la mise à prix avec un minimum de 3.000 euros.

La caution ou le chèque lui est restitué, faute d'être déclaré acquéreur.

En cas de surenchère, la caution bancaire ou le chèque est restitué en l'absence de contestation de la surenchère.

Si l'acquéreur est défaillant, la somme versée ou la caution apportée est acquise aux vendeurs et à leurs créanciers ayant droit à la distribution et, le cas échéant, pour leur être distribuée avec le prix de l'immeuble.

ARTICLE 10 - SURENCHERE

La surenchère est formée sous la constitution d'un avocat postulant près le Tribunal Judiciaire compétent dans les dix jours qui suivent la vente forcée.

La surenchère est égale au dixième au moins du prix principal de vente. Elle ne peut être rétractée.

La publicité peut être effectuée par l'avocat du créancier poursuivant.

En cas de pluralité de surenchérisseurs, les formalités de publicité seront accomplies par l'avocat du premier surenchérisseur. A défaut, le créancier ayant poursuivi la première vente peut y procéder.

L'acquéreur sur surenchère doit régler les frais de la première vente en sus des frais de son adjudication sur surenchère.

L'avocat du surenchérisseur devra respecter les dispositions générales en matière d'enchères.

Si au jour de la vente sur surenchère, aucune enchère n'est portée, le surenchérisseur est déclaré acquéreur pour le montant de sa surenchère.

ARTICLE 11 - REITERATION DES ENCHERES

A défaut pour l'acquéreur de payer dans les délais prescrits le prix ou les frais taxés, le bien est remis en vente à la demande du créancier poursuivant, d'un créancier inscrit ou du débiteur saisi, aux conditions de la première vente forcée.

Si le prix de la nouvelle vente forcée est inférieur à celui de la première, l'enchérisseur défaillant sera contraint au paiement de la différence par toutes les voies de droit, selon les dispositions de l'article L. 322-12 du Code des Procédures Civiles d'Exécution.

L'enchérisseur défaillant conserve à sa charge les frais taxés lors de la première audience de vente. Il sera tenu des intérêts au taux légal sur son enchère passé un délai de deux mois suivant la première vente jusqu'à la nouvelle vente. Le taux d'intérêt sera majoré de cinq points à l'expiration d'un délai de quatre mois à compter de la date de la première vente définitive, conformément aux dispositions de l'article L.313-3 du Code Monétaire et Financier.

En aucun cas, l'enchérisseur défaillant ne pourra prétendre à la répétition des sommes versées.

Si le prix de la seconde vente est supérieur à la première, la différence appartiendra aux créanciers et à la partie saisie. L'acquéreur à l'issue de la nouvelle vente doit les frais afférents à celle-ci.

CHAPITRE III : VENTE

ARTICLE 12 - TRANSMISSION DE PROPRIETE

L'acquéreur sera propriétaire par le seul effet de la vente sauf exercice d'un droit de préemption ou des droits assimilés conformément à la loi.

L'acquéreur ne pourra, avant le versement du prix et le paiement des frais, accomplir un acte de disposition sur le bien à l'exception de la constitution d'une hypothèque accessoire à un contrat de prêt destiné à financer l'acquisition de ce bien.

Avant le paiement intégral du prix, l'acquéreur ne pourra faire aucun changement notable, aucune démolition ni aucune coupe extraordinaire de bois, ni commettre aucune détérioration dans les biens, à peine d'être contraint à la consignation immédiate de son prix, même par voie de réitération des enchères.

ARTICLE 13 - DESIGNATION DU SEQUESTRE

Les fonds à provenir de la vente décidée par le Juge de l'Exécution seront séquestrés entre les mains du Bâtonnier de l'Ordre des Avocats du barreau de l'avocat postulant pour être distribués entre les créanciers visés à l'article L. 331-1 du Code des Procédures Civiles d'Exécution.

Le séquestre désigné recevra également l'ensemble des sommes de toute nature résultant des effets de la saisie.

Les fonds séquestrés produisent intérêts au taux de 105 % de celui servi par la Caisse des Dépôts et Consignations au profit du débiteur et des créanciers, à compter de leur encaissement et jusqu'à leur distribution.

En aucun cas, le séquestre ne pourra être tenu pour responsable ou garant à l'égard de quiconque des obligations de l'acquéreur, hors celle de représenter en temps voulu, la somme séquestrée et les intérêts produits.

ARTICLE 14 - VENTE AMIABLE SUR AUTORISATION JUDICIAIRE

Le débiteur doit accomplir les diligences nécessaires à la conclusion de la vente amiable.

L'accomplissement des conditions de la vente amiable décidée au préalable par le juge sera contrôlé par lui.

Le prix de vente de l'immeuble, ses intérêts, ainsi que toute somme acquittée par l'acquéreur en sus du prix de vente, à quelque titre que ce soit, sont versés entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations conformément à l'article R. 322-23 du Code des Procédures Civiles d'Exécution. Ils sont acquis au débiteur et aux créanciers participant à la distribution.

Toutefois, les frais taxés, auxquels sont ajoutés les émoluments calculés selon le tarif en vigueur sont versés directement par l'acquéreur, conformément à l'article 1593 du Code Civil, en sus du prix de vente, à l'avocat poursuivant, à charge de restitution en cas de jugement refusant de constater que les conditions de la vente sont remplies et ordonnant la vente forcée, ou aux fins d'encaissement en cas de jugement constatant la vente amiable.

Le juge s'assure que l'acte de vente est conforme aux conditions qu'il a fixées, que le prix a été consigné, et que les frais taxés et émoluments de l'avocat poursuivant ont été versés, et ne constate la vente que lorsque ces conditions sont remplies. A défaut, il ordonne la vente forcée.

ARTICLE 15 - VENTE FORCEE

Au plus tard à l'expiration du délai de deux mois à compter de la vente définitive, l'acquéreur sera tenu impérativement et à peine de réitération des enchères de verser son prix en principal entre les mains du séquestre désigné, qui en délivrera reçu.

Si le paiement intégral du prix intervient dans le délai de deux mois de la vente définitive, l'acquéreur ne sera redevable d'aucun intérêt.

Passé ce délai de deux mois, le solde du prix restant dû sera augmenté de plein droit des intérêts calculés au taux légal à compter du prononcé du jugement d'adjudication.

Le taux d'intérêt légal sera majoré de cinq points à l'expiration du délai de quatre mois du prononcé du jugement d'adjudication, conformément à l'article L. 313-3 du Code Monétaire et Financier.

L'acquéreur qui n'aura pas réglé l'intégralité du prix de la vente dans le délai de deux mois supportera le coût de l'inscription du privilège du vendeur, si bon semble au vendeur de l'inscrire, et de sa radiation ultérieure.

Le créancier poursuivant de premier rang devenu acquéreur, sous réserve des droits des créanciers privilégiés pouvant le primer, aura la faculté, par déclaration au séquestre désigné et aux parties, d'opposer sa créance en compensation légale totale ou partielle du prix, à ses risques et périls, dans les conditions de l'article 1347 et suivants du Code Civil.

ARTICLE 16 - PAIEMENT DES FRAIS DE POURSUITES ET DES EMOLUMENTS

Conformément à l'article 1593 du Code Civil, l'acquéreur paiera entre les mains et sur les quittances de l'avocat poursuivant, en sus du prix et dans le délai d'un mois à compter de la vente définitive, la somme à laquelle auront été taxés les frais de poursuites et le montant des émoluments fixés selon le tarif en vigueur, majorés de la TVA applicable.

Il fournira justificatif au greffe de la quittance des frais de vente avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive. Le titre de vente ne sera délivré par le greffe du juge de l'exécution qu'après la remise qui aura été faite de la quittance des frais de vente, laquelle quittance demeurera annexée au titre de vente.

Si la même vente comprend plusieurs lots vendus séparément, les frais taxables de poursuites sont répartis proportionnellement à la mise à prix de chaque lot.

ARTICLE 17 - DROITS DE MUTATION

L'acquéreur sera tenu d'acquitter, en sus de son prix, et par priorité, tous les droits d'enregistrement et autres auxquels la vente forcée donnera lieu. Il en fournira justificatif au greffe avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive.

Si l'immeuble présentement vendu est soumis au régime de la TVA, le prix de vente est hors taxes. Dans ce cas, l'acquéreur devra verser au Trésor, d'ordre et pour le compte du vendeur (partie saisie) et à sa décharge, en sus du prix de vente, les droits découlant du régime de la TVA dont ce dernier pourra être redevable à raison de la vente forcée, compte tenu de ses droits à déduction, sauf à l'acquéreur à se prévaloir d'autres dispositions fiscales et, dans ce cas, le paiement des droits qui en résulterait sera libératoire.

Les droits qui pourront être dus ou perçus à l'occasion de locations ne seront à la charge de l'acquéreur que pour le temps postérieur à son entrée en jouissance, sauf son recours, s'il y a lieu, contre son locataire

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours contre quiconque du montant et des justificatifs des droits à déduction que le vendeur pourrait opposer à l'administration fiscale.

ARTICLE 18 - OBLIGATION SOLIDAIRE DES CO-ACQUEREURS

Les co-acquéreurs et leurs ayants droit seront obligés solidairement au paiement du prix et à l'exécution des conditions de la vente forcée.

CHAPITRE IV : DISPOSITIONS POSTERIEURES A LA VENTE

ARTICLE 19 - DELIVRANCE ET PUBLICATION DU JUGEMENT

L'acquéreur sera tenu de se faire délivrer le titre de vente et, dans le mois de sa remise par le greffe :

- a) de le publier au service de la publicité foncière dans le ressort duquel est situé l'immeuble mis en vente ;
- b) de notifier au poursuivant, et à la partie saisie si celle-ci a constitué avocat, l'accomplissement de cette formalité ; le tout à ses frais.

Lors de cette publication, l'avocat de l'acquéreur sollicitera la délivrance d'états sur formalité. Ces états sont obligatoirement communiqués à l'avocat poursuivant.

A défaut de l'accomplissement des formalités prévues aux paragraphes précédents, dans le délai imparti, l'avocat du créancier poursuivant la distribution pourra procéder à la publication du titre de vente, le tout aux frais de l'acquéreur.

A cet effet, l'avocat chargé de ces formalités se fera remettre par le greffe toutes les pièces prévues par les articles 22 et 34 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 ; ces formalités effectuées, il en notifiera l'accomplissement et leur coût à l'avocat de l'acquéreur par acte d'avocat à avocat, lesdits frais devront être remboursés dans la huitaine de ladite notification.

ARTICLE 20 - ENTREE EN JOUISSANCE

L'acquéreur, bien que propriétaire par le seul fait de la vente, entrera en jouissance :

- a) Si l'immeuble est libre de location et d'occupation ou occupé, en tout ou partie par des personnes ne justifiant d'aucun droit ni titre, à l'expiration du délai de surenchère ou en cas de surenchère, le jour de la vente sur surenchère.
- b) Si l'immeuble est loué, par la perception des loyers ou fermages à partir du 1^{er} jour du terme qui suit la vente forcée ou en cas de surenchère, à partir du 1^{er} jour du terme qui suit la vente sur surenchère.

S'il se trouve dans les lieux, pour quelque cause que ce soit un occupant sans droit ni titre, l'acquéreur fera son affaire personnelle de toutes les formalités à accomplir ou action à introduire pour son expulsion, sans recours quelconque contre les vendeurs ou le poursuivant.

- c) Si l'immeuble est loué partiellement, l'entrée en jouissance aura lieu pour les parties libres de location selon le paragraphe *a)* ci-dessus et pour les parties louées selon le paragraphe *b)* du présent article.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours envers qui que ce soit, de toutes expulsions nécessaires et bénéficiera des indemnités d'occupation qui seraient dues.

L'acquéreur peut mettre à exécution le titre d'expulsion dont il dispose à rencontre du saisi, et de tout occupant de son chef n'ayant aucun droit qui lui soit opposable, à compter de la consignation du prix et du paiement des frais taxés.

ARTICLE 21 - CONTRIBUTIONS ET CHARGES

L'acquéreur supportera les contributions et charges de toute nature, dont les biens sont ou seront grevés, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

Si l'immeuble vendu se trouve en copropriété, l'adjudicataire devra régler les charges de copropriété dues, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

En ce qui concerne la taxe foncière, il la remboursera au prorata-temporis à première demande du précédent propriétaire et sur présentation du rôle acquitté.

ARTICLE 22 - TITRES DE PROPRIETE

En cas de vente forcée, le titre de vente consiste dans l'expédition du cahier des conditions de vente revêtue de la formule exécutoire, à la suite de laquelle est transcrit le jugement d'adjudication.

Pour les titres antérieurs, le poursuivant n'en ayant aucun en sa possession, l'acquéreur ne pourra pas en exiger, mais il est autorisé à se faire délivrer à ses frais, par tous dépositaires, des expéditions ou extraits de tous actes concernant la propriété.

En cas de vente amiable sur autorisation judiciaire, le titre de vente consiste dans l'acte notarié et le jugement constatant la réalisation des conditions de la vente passé en force de chose jugée.

ARTICLE 23 - PURGE DES INSCRIPTIONS

Le séquestre ou la consignation du prix et le paiement des frais de la vente purgent de plein droit l'immeuble de toute hypothèque et de tout privilège.

L'acquéreur peut demander, avant la procédure de distribution, au juge de l'exécution la radiation des inscriptions grevant l'immeuble

En ce cas, l'acquéreur sera tenu d'avancer tous frais de quittance ou de radiation des inscriptions grevant l'immeuble dont il pourra demander le remboursement dans le cadre de la distribution du prix au titre des dispositions de l'article 2375,1° du Code Civil.

ARTICLE 24 - PAIEMENT PROVISIONNEL DU CREANCIER DE PREMIER RANG

Après la publication du titre de vente et au vu d'un état hypothécaire, le créancier de premier rang pourra, par l'intermédiaire de son avocat, demander au juge de l'exécution, dans la limite des fonds séquestrés, le paiement à titre provisionnel de sa créance en principal.

Les intérêts, frais et accessoires de la créance sont payés une fois le projet de distribution devenu définitif.

Le paiement effectué en vertu de la présente clause est provisionnel et ne confère aucun droit à son bénéficiaire, autre que celui de recevoir provision à charge de faire admettre sa créance à titre définitif dans le cadre de la procédure de distribution, à peine de restitution.

Dans le cas où un créancier serait tenu à restitution de tout ou partie de la somme reçue à titre provisionnel, celle-ci serait productive d'un intérêt au taux légal à compter du jour du règlement opéré par le séquestre.

ARTICLE 25 - DISTRIBUTION DU PRIX DE VENTE

La distribution du prix de l'immeuble, en cas de vente forcée ou de vente amiable sur autorisation judiciaire, sera poursuivie par l'avocat du créancier saisissant ou, à défaut, par l'avocat du créancier le plus diligent ou du débiteur, conformément aux articles R. 331-1 à R. 334-3 du Code des Procédures Civiles d'Exécution.

Les frais de la distribution et la rétribution de l'avocat chargé de la distribution, calculés conformément au tarif en vigueur, seront prélevés sur les fonds à répartir.

ARTICLE 26 - ELECTION DE DOMICILE

Le poursuivant élit domicile au cabinet de l'avocat constitué.

L'acquéreur élit domicile au cabinet de son avocat par le seul fait de la vente.

Les domiciles élus conserveront leurs effets quels que soient les changements qui pourraient survenir dans les qualités ou l'état des parties.

CHAPITRE V : CLAUSES SPECIFIQUES

ARTICLE 27 - IMMEUBLES EN COPROPRIETE

L'avocat du poursuivant devra notifier au syndic de copropriété l'avis de mutation prévu par l'article 20 de la loi du 10 juillet 1965 (modifiée par L. n° 94-624 du 21 juillet 1994).

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

L'avocat de l'acquéreur, indépendamment de la notification ci-dessus, dans le cas où l'immeuble vendu dépend d'un ensemble en copropriété, en conformité avec l'article 6 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967, est tenu de notifier au syndic dès que la vente sera définitive, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la désignation du lot ou de la fraction de lot, les nom, prénom, domicile réel ou élu de l'acquéreur.

ARTICLE 28 - IMMEUBLES EN LOTISSEMENT

L'avocat du poursuivant devra notifier au représentant légal de l'Association syndicale libre ou de l'Association syndicale autorisée l'avis de mutation dans les conditions de l'article 20 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 conformément à l'ordonnance n° 2004632 du 1^{er} juillet 2004.

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

ARTICLE 29 - MISE A PRIX

Outre les conditions et charges ci-dessus, les enchères seront reçues sur la mise à prix fixée par le poursuivant soit :

CINQUANTE MILLE EUROS (50 000 €).

Fait à PARIS le 12 FEVRIER.-----
par Maître Béatrice LEOPOLD COUTURIER
Avocat poursuivant

Approuvé Lignes mots rayés nuls et renvois

SAISIE IMMOBILIERE

AFFAIRE : BNP PARIBAS

DIRE (procès verbal de description)

L'an deux mille vingt-quatre et le 12 FEVRIER.-----

-

Au Greffe du Juge de l'Exécution de ce Tribunal et par devant Nous, Greffier, a comparu Maître Béatrice LEOPOLD COUTURIER, Avocat poursuivant la vente sur saisie immobilière dont s'agit ou auprès du Tribunal Judiciaire de PARIS.

Laquelle nous a dit : Que Maître LARANJO, a dressé son procès verbal de description le 22/12/2023 auquel est joint le relevé de superficie effectué par la Société GEOFIT de même date ci-après annexés :-----

Que l'adjudicataire devra faire son affaire personnelle de cette situation sans que le poursuivant ne puisse être inquiété ni recherché en aucune façon à ce sujet.

Et à ledit Maître Béatrice LEOPOLD COUTURIER, Avocat poursuivant la présente vente, signé sous toutes réserves.

ANNEXES AU CAHIER DES CONDITIONS DE VENTE
(BARREAU DE PARIS)

Pour se conformer aux prescriptions de l'article R 322-10 du Code des Procédures Civiles d'Exécution,
le poursuivant annexe au cahier des conditions de vente :

- Etat hypothécaire certifié à la date de publication du commandement de payer valant saisie en original

- Le Procès verbal de description effectué par Me LARANJO Huissier en date du 22/12/2023 + superficie + diagnostics

- copie de l'assignation délivrée au débiteur en date du 08/02/2024

C A H I E R D E S
C O N D I T I O N S D E V E N T E
D E S A I S I E I M M O B I L I E R E

Créancier poursuivant :
BNP PARIBAS

débiteur saisi :
M.

Me Béatrice LEOPOLD COUTURIER
Avocat

Adresse des biens vendus :

Un STUDIO sis à PARIS 15^{ème}
Résidence Côté Seine - 14 Rue du Théâtre
Tour H8 de l'îlot Andromède - secteur Beaugrenelle
(lot 1335)

Dépôt au Greffe :
12/02/2024

Mise à prix :
50 000 €

Audience d'orientation :
JEUDI 13 JUIN 2024

Audience d'adjudication